

Chine

En Chine, l'abandon complet de la politique « zéro-Covid » depuis le 7 décembre 2022 devrait constituer un tournant pour l'évolution conjoncturelle du pays. En effet, en 2022, l'activité économique est restée fortement corrélée aux restrictions décidées par les autorités, notamment lors des confinements stricts du printemps : le PIB s'est replié au deuxième trimestre (-2,4 %) puis a rebondi au troisième trimestre (+3,9 %). Au quatrième trimestre, il a de nouveau marqué le pas (+0,0 %) en raison de nouvelles restrictions sanitaires prises au début du trimestre puis de la résurgence épidémique en décembre, lesquelles ont entravé la production industrielle (-0,3 % au quatrième trimestre, ► **figure 1**). Fin 2022, le PIB se situait ainsi 2,9 % au-dessus de son niveau de fin 2021, et sur l'ensemble de l'année 2022, il a progressé de 3,0 %.

Les restrictions sanitaires et le nombre élevé de contaminations, dans un contexte de confiance des ménages dégradée (indice de confiance à 86,9 au quatrième trimestre 2022 contre 120,0 un an plus tôt), ont pesé sur la consommation privée : les ventes au détail ont reculé de 3,7 % au quatrième trimestre (► **figure 1**) tandis que la consommation n'a contribué que pour 0,2 point au glissement annuel du PIB au quatrième trimestre.

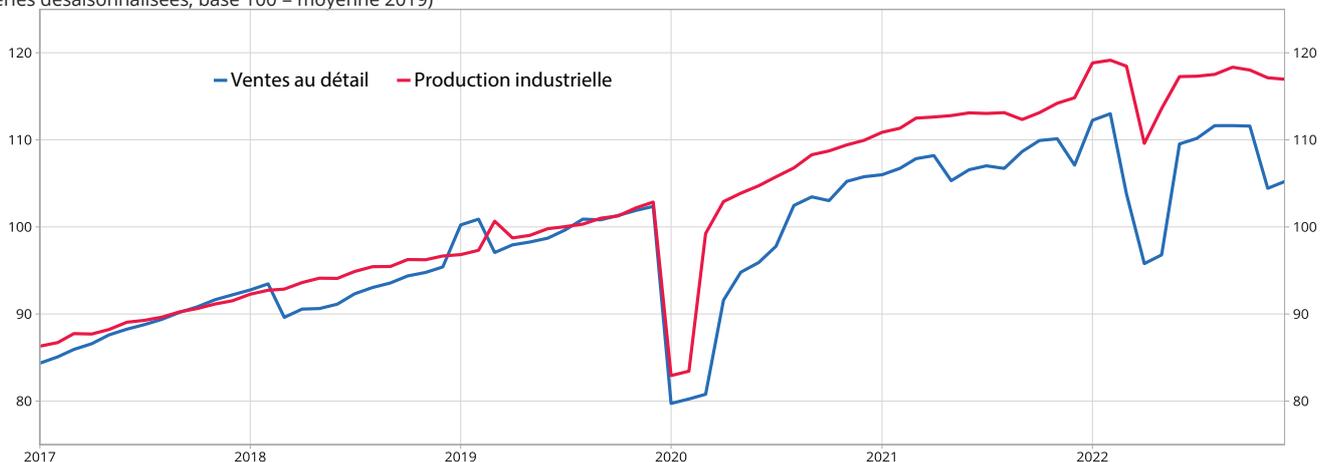
À l'inverse, l'investissement a porté l'essentiel de la hausse d'activité sur un an (contribution de +3,9 points au glissement annuel du PIB au quatrième trimestre) mais avec toutefois un fort contraste (► **figure 2**) entre le dynamisme de l'investissement public, soutenu par les mesures publiques en faveur des « banques politiques » (*policy banks*), et la baisse continue de l'investissement privé depuis un an, notamment celle des investissements immobiliers (-10 % sur l'ensemble de l'année 2022). En fin d'année, malgré de nouvelles annonces des autorités pour relancer le secteur immobilier, les difficultés se sont poursuivies, à l'image du repli des mises en chantier et des transactions immobilières au quatrième trimestre.

La fin de la politique « zéro-Covid » pourrait permettre une reprise de l'activité économique au premier semestre 2023. Les enquêtes PMI montrent ainsi une amélioration rapide de la situation économique dès janvier, et plus encore en février, en particulier dans le secteur non-manufacturier (► **figure 3**). La réouverture de l'économie favoriserait la reprise de la consommation des ménages à partir du premier trimestre 2023, en particulier la consommation de services. La hausse des prix des services de voyages en janvier (+11,2 % sur un an) témoigne ainsi de la reprise des déplacements des Chinois à l'occasion des congés de la nouvelle année, tout comme la nette augmentation du nombre de vols, multiplié par près de quatre entre début décembre et début février. Dans ce contexte, le PIB progresserait ainsi d'environ 1 % au premier trimestre, avant d'accélérer à +2 % au deuxième trimestre.

Au niveau de l'économie mondiale, l'explosion du nombre de contaminations en Chine au tournant de l'année a provoqué des pénuries, notamment de médicaments, mais aussi des perturbations limitées des chaînes de valeur. Dans un second temps, la reprise de la consommation des ménages et le retour probable des touristes chinois à l'étranger pourraient bénéficier aux économies occidentales, en particulier dans le secteur du luxe. Les importations chinoises seraient ainsi dynamiques au premier semestre 2023, mais l'accélération de l'activité en Chine pourrait également provoquer de nouvelles tensions inflationnistes au niveau mondial, sur les marchés de l'énergie notamment. ●

► 1. En fin d'année 2022, les ventes au détail ont de nouveau fortement reculé

(séries désaisonnalisées, base 100 = moyenne 2019)



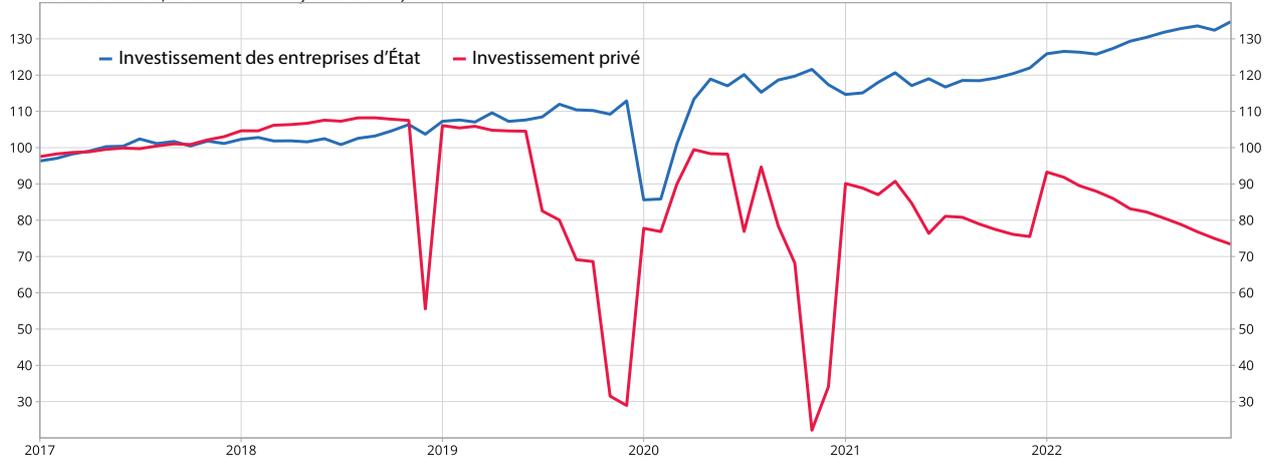
Dernier point : décembre 2022.

Lecture : en décembre 2022, la production industrielle se situait 17 % au-dessus de son niveau moyen de 2019.

Source : NBSC, calculs Insee.

► 2. En 2022, l'investissement privé et l'investissement des entreprises d'État ont connu des dynamiques opposées

(séries désaisonnalisées, base 100 = moyenne 2017)



Dernier point : décembre 2022.

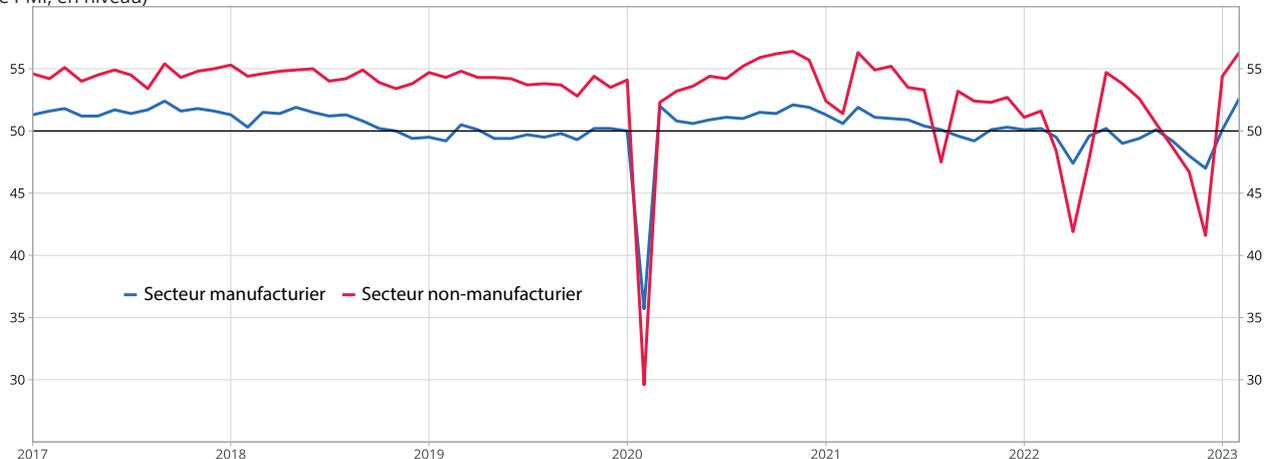
Note : s'agissant de l'investissement des entreprises d'État, la série en niveau cumatif sur un an disponible jusqu'en 2017, a été prolongée à l'aide de la série en glissement annuel toujours publiée. On peut alors, comme pour la série de l'investissement privé, construire une série des différences mensuelles, laquelle est ensuite désaisonnalisée avec la méthode X13-ARIMA-SEATS prenant en compte le Nouvel An chinois.

Lecture : en décembre 2022, l'investissement privé se situait à 73 % de son niveau moyen de 2017.

Source : NBSC, calculs Insee.

► 3. La levée des restrictions sanitaires conduirait à une reprise de l'activité début 2023

(indice PMI, en niveau)



Dernier point : février 2023.

Note : un indice PMI de 50 reflète une situation économique invariante par rapport à la période antérieure. Un indice supérieur à 50 traduit une expansion économique par rapport au dernier mois, et un indice inférieur à 50 traduit une contraction.

Lecture : en février 2023, l'indice PMI du secteur non-manufacturier se situait à 56,3, au-dessus du seuil d'expansion de 50.

Source : NBSC.